



## Les manœuvres de Trump dans la guerre économique contre la Chine

Par [Nick Beams](#)

Mondialisation.ca, 22 mai 2019

[wsws.org](#) 20 mai 2019

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

L'administration Trump a conclu un accord avec le Canada et le Mexique pour la suppression des droits de douane sur l'acier et l'aluminium. Elle a également mis en suspens sa décision d'imposer un tarif de 25 % sur les automobiles et les pièces d'automobiles européennes et japonaises pendant au moins six mois.

Ces décisions, cependant, ne représentent pas un affaiblissement de l'agenda nationaliste de guerre commerciale de Trump, «American First». Il s'agit plutôt d'une tentative de gagner des alliés en prévision d'une confrontation économique accrue avec la Chine.

Ces annonces répondaient aux critiques de certains secteurs de l'establishment politique américain selon lesquelles, en ciblant les alliés des États-Unis, Trump affaiblissait sa position contre la Chine. Ces mesures ont donc été largement saluées.

Un éditorial du *Washington Post* intitulé «Un front uni contre la Chine» déclarait que la réduction des tensions commerciales avec l'Europe, l'Asie et l'hémisphère occidental permettrait à l'administration de se concentrer sur la Chine «où elle a le plus fort argument pour jouer dur». Il pourrait voir les «amis traditionnels des États-Unis» se ranger aux côtés de «Trump dans cette compétition, même à cette date tardive et malgré les affrontements gratuits qu'il a eus avec eux».

Toutefois, le conflit au sujet des tarifs des automobiles, qui serait invoqué en vertu des dispositions relatives à la sécurité nationale, est loin d'être terminé. Trump a indiqué qu'à la fin de la suspension de six mois, il s'attend à ce que l'Union européenne et le Japon réduisent leurs exportations de voitures vers les États-Unis, éventuellement par le biais de quotas ou d'autres restrictions.

Une telle mesure ne manquera pas de provoquer une opposition.

«Nous rejetons totalement l'idée que nos exportations de voitures constituent une menace pour la sécurité nationale», a tweeté la commissaire européenne au commerce, Cecilia Malmstrom. «L'UE est prête à négocier un accord commercial limité [y compris pour les voitures]», a-t-elle écrit, mais pas «un commerce géré», qui est illégal selon les règlements de l'Organisation mondiale du commerce.

La question des droits de douane sur les véhicules automobiles est une question à part entière, mais elle est également utilisée par l'administration Trump pour faire pression sur l'UE afin qu'elle ouvre ses marchés aux produits agricoles américains. Cependant, Bruxelles

n'a cessé d'insister sur le fait que l'agriculture n'est pas sur la table – une position soulignée par la référence de Malmstrom dans son tweet à un accord commercial «limité».

Pendant ce temps, la guerre économique américaine contre la Chine s'intensifie, surtout sur le front des télécommunications et de la technologie.

La semaine dernière, Trump a signé un décret exécutif qui interdit quasiment au géant chinois des communications Huawei de vendre ses produits aux réseaux américains. Ce qui est encore plus important, c'est la décision simultanée du ministère du Commerce d'imposer des restrictions sur la vente de composants à des entreprises chinoises comme Huawei qui dépendent des puces informatiques américaines pour la fabrication de leurs produits.

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de l'escalade de la confrontation entre les États-Unis et la Chine.

Le *Financial Times* a rapporté que les chefs des services de renseignements américains ont tenu des réunions avec de grandes entreprises américaines, leur fournissant des informations classifiées pour les mettre en garde contre les dangers de faire des affaires en Chine.

Ces réunions, auxquelles ont participé Dan Coats, directeur du renseignement national, ainsi que des représentants du FBI et du National Counterintelligence and Security Center, ont eu lieu partout au pays. Selon le reportage, elles ont impliqué de grandes entreprises de technologie, des sociétés de capital-risque et des établissements d'enseignement.

Les réunions ont été facilitées par des sénateurs démocrates et républicains, y compris le démocrate Mark Warner du Comité sénatorial du renseignement et le sénateur républicain de Floride Marco Rubio.

Soulignant l'ampleur de la campagne anti-Chine, Warner a déclaré au *Financial Times*: «Nous devons sensibiliser davantage les entreprises, les investisseurs et les universités américains aux tactiques que la Chine utilise actuellement pour miner la compétitivité, la sécurité et l'influence des États-Unis».

Rubio a repris les mêmes thèmes. «Le gouvernement chinois et le Parti communiste représentent la plus grande menace à long terme pour la sécurité économique et nationale des États-Unis. Il est important que les entreprises, les universités et les organisations commerciales américaines comprennent parfaitement cette menace», a-t-il déclaré.

Alors qu'elle intensifie la confrontation avec la Chine, l'administration Trump maintient toujours la perspective de la poursuite des négociations et même d'un accord commercial. Il n'a pas exclu une rencontre entre Trump et le président chinois Xi Jinping lors du sommet du G20 qui se tiendra le mois prochain au Japon. Dans une large mesure, ces possibilités sont évoquées par les responsables américains dans le but d'éviter une chute brutale des marchés financiers, alimentée par la crainte que les négociations ne soient interrompues.

La position officielle de la Chine est que les négociations se poursuivent et qu'elle espère rencontrer ses «collègues» américains au moins à mi-chemin. Derrière la façade officielle, cependant, il y a une marée montante d'opposition nationaliste.

Le *South China Morning Post* a rendu compte d'un commentaire publié par le blogue semi-

officiel Taoran Notes, un compte lié aux médias officiels de l'État. Elle a déclaré que la Chine devrait suspendre les pourparlers à moins que les États-Unis ne fassent preuve de sincérité.

Le blogue indiquait que s'il n'y avait pas de «véritable action concrète de la part des États-Unis», il serait «insignifiant» que le secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin entreprenne une nouvelle visite à Pékin.

«Il vaut mieux suspendre complètement la consultation et revenir à la voie normale de travail... Les États-Unis ne font preuve d'aucune sincérité dans la poursuite des pourparlers... Au lieu de cela, ils étendent leurs moyens de pression. Les États-Unis, d'une part, déclarent qu'ils sont engagés dans des pourparlers. Mais d'un autre côté, ils continuent à utiliser des ruses mesquines pour détruire l'atmosphère des pourparlers.»

Et cette atmosphère devient de plus en plus toxique.

Comme l'a fait remarquer le chroniqueur du *Financial Times* Philip Stephens, alors que l'administration Trump imposait de nouvelles mesures contre Huawei, «à 10.000 km de là, des navires de guerre américains traversaient la mer de Chine méridionale à toute vapeur».

Le discours sur le commerce, poursuit-il, était «en train de se s'intégrer à un discours beaucoup plus alarmant».

Les récents documents de la Stratégie de sécurité nationale et de la Stratégie de défense nationale produits par le Pentagone annonçaient le danger de guerre, qualifiant la Chine de «concurrent stratégique» et avertissant qu'elle cherchait à «défier l'influence et les intérêts du pouvoir américain» et à éroder «la sécurité et la prospérité des États-Unis».

«L'économie a fusionné avec la géopolitique», écrit Stephens. «La Chine, vous pouvez l'entendre à presque tous les coins de rue de la Maison-Blanche et du Congrès, n'est pas seulement un concurrent économique dangereux, mais une menace existentielle imminente... Il faut bien plus que des règles du jeu équitables pour le commerce pour relever ce défi.»

Il a lancé l'avertissement que traiter la Chine comme un ennemi est «la meilleure façon de persuader Pékin qu'elle doit se comporter comme tel». Diaboliser tout ce que fait la Chine «court le risque de transformer cette guerre commerciale en quelque chose de beaucoup plus brutal».

À moins qu'il n'y ait des «règles de conduite communes» pour éviter l'escalade, a écrit Stephens, «nous nous dirigeons vers une guerre carrément plus chaude».

Mais la perspective d'un accord sur des «règles communes» s'estompe de plus en plus à mesure que les États-Unis intensifient leur confrontation avec la Chine dans tous les domaines.

Nick Beams

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Nick Beams](http://wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2019

---

Articles Par : [Nick Beams](http://wsws.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)